

CORRUPTION EN AFRIQUE

Les mécanismes et structures
Exemples des pays de l'Afrique de l'Ouest:
Guinée, Nigeria und Togo

Sam le 23. Mai 2009 | 19:30 h | EineWeltHaus

Organisateurs Bâtir le Togo, Interkulturelles Forum e.V.,
Trägerkreis EineWeltHaus München e.V.,
financé par Kulturreferat der
LH München



V.i.S.d.P. A.R. Mackowiak c/o EineWeltHaus,
Schwanthalerstr. 80, 80336 München

Conférence-Débat (Français / Allemand) avec

- Dr. Jacky Talonto, Guinée,
Economiste à l' Université de Cottbus
- Albert Ametana,
Vice-président de Bâtir le Togo

Modération
Interprète
Prix d'entrée

Stefanie Ziegler
Paul Kleiser
2.- Euro

La corruption est un phénomène quotidien dans les structures publiques et privées de la plupart des pays africains. On rencontre ce problème dans la justice, la police et la politique. Son influence est souvent désastreuse pour les ménages les plus faibles économiquement. Ces ménages sont souvent forcés de payer des pots-de-vin aux autorités étatiques ou à des personnes privées pour accéder aux services auxquels ils auraient théoriquement droit gratuitement. De même, des entreprises ou des personnes privées se font corrompre, par exemple pour recevoir la chance de vendre des produits comme des fruits ou légumes aux marchés.

La corruption renforce des régimes dictatoriaux et freine le développement économique des pays concernés, surtout des pays en voie de développement. Les multinationales des pays développés sont souvent des complices, parce qu'elles essaient ainsi de gagner des grosses commandes dans les pays du sud. De même, des gouvernements des pays occidentaux peuvent être des complices, qui soutiennent ces régimes corrompus. Mais de l'autre côté ils demandent – avec l'aide de l'IMF ou de la Banque mondiale – une lutte contre la corruption. Officiellement les pays corrompus ne reçoivent plus de crédits par le IMF ou la Banque mondiale. En 1999, une convention de l'OCDE est entrée en vigueur demandant une poursuite légale de tout acte de corruption. Mais la mise en pratique de cette convention rencontre beaucoup d'obstacles.

Comment la société civile des pays concernés se défend-elle contre les actes de corruption ? Quelles sont les formes de l'action collective contre ce mal ? Que pourrions-nous faire en Allemagne contre la participation des pays occidentaux à de tels actes?

Dr. Jacky Talonto donnera une vue d'ensemble de la thématique et présentera quelques exemples concrets. Il parlera aussi de la réaction de la société civile et des mouvements sociaux.

Indice de Perception de la Corruption 2008 de Transparency International

Le score attribué à chaque pays ou territoire évalue le niveau de corruption dans le secteur public, tel que perçu par les entreprises et les experts, sur une échelle allant de zéro (degré élevé de corruption) à dix (degré élevé d'intégrité).

Rang	Land	CPI-Wert
1	Danemark, Suède, Nouvelle-Zélande	9,3
14	Allemagne, Norvège	7,9
16	Royaume-Uni, Irlande	7,7
18	États-Unis, Japon, Belgique	7,3
23	France, Chili, Uruguay	6,9
33	Israël	6,0
35	Émirats Arabes Unis	5,9
55	Italie	4,8
72	Chine, Mexique, Pérou	3,6
115	Egypte, Niger, Zambie	2,8
121	Togo, Nigeria, Viêt-Nam	2,7
134	Pakistan, Ukraine	2,5
158	Angola, Burundi, Gambie, Sierra Leone	1,9
166	Zimbabwe, Cambodge, Ouzbékistan	1,8
173	Guinée, Soudan	1,6
178	Irak, Myanmar	1,3
180	Somalie	1,0

Source: Transparency International (Extrait)
Etat: 23. Septembre 2008